
Procès-verbal de la cent vingt-quatrième session du Comité de l'évaluation

Cote du document: EB 2024/141/R.17

Point de l'ordre du jour: 10 b)

Date: 19 avril 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Questions techniques:

Indran A. Naidoo

Directeur

Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

courriel: i.naidoo@ifad.org

Nigel Brett

Directeur

Division des politiques et des résultats
opérationnels

courriel: n.brett@ifad.org

Procès-verbal de la cent vingt-quatrième session du Comité de l'évaluation

1. Le présent procès-verbal rend compte des délibérations tenues par le Comité de l'évaluation à sa cent vingt-quatrième session, qui s'est déroulée à la fois en présentiel et en ligne le 22 mars 2024.
2. Le procès-verbal, tel qu'approuvé par le Comité, sera présenté pour information au Conseil d'administration.

Point 1 de l'ordre du jour: Ouverture de la session

3. La Secrétaire du FIDA a informé le Comité de l'absence de l'Ambassadeur du Mexique, Miguel Jorge García Winder, en raison d'un déplacement lié à ses fonctions officielles. Sandra Paola Ramírez Valenzuela (Mexique) a ainsi assuré la présidence de la session.
4. Ont participé à la session les membres du Comité représentant l'Égypte, la France, l'Indonésie, le Mexique (présidence), les Pays-Bas et la Suisse. Ont également pris part à la réunion des observateurs de l'Allemagne, de l'Angola, de la Chine et des États-Unis. Ont enfin participé à la réunion le Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), le Directeur adjoint d'IOE, le Vice-Président adjoint responsable du Département de la gestion des programmes, la Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs, le Directeur de la Division des politiques et des résultats opérationnels, la Directrice de la Division recherche et évaluation de l'impact, la Secrétaire du FIDA et d'autres membres du personnel du FIDA.
5. Télésphore Ndamamenye, Directeur général à l'Office rwandais de développement de l'agriculture et des ressources animales, et Sarah Nyiramutangwa, coordonnatrice par intérim de l'Unité unique d'exécution des projets (SPIU) du Ministère rwandais de l'agriculture, ont participé aux délibérations du Comité sur l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) de la République du Rwanda. Leur présence a contribué à enrichir les délibérations en y intégrant le point de vue du Gouvernement sur l'évaluation.

Point 2 de l'ordre du jour: Adoption de l'ordre du jour (EC 2024/124/W.P.1)

6. Le Comité a adopté l'ordre du jour figurant dans le document EC 2024/124/W.P.1. La présidente a encouragé les membres du Comité à mettre en avant durant les débats les messages clés qu'ils voulaient transmettre, de sorte qu'ils figurent dans le procès-verbal.

Point 3 de l'ordre du jour: Évaluation de la stratégie et du programme de pays pour la République du Rwanda (EC 2024/124/W.P.2)

Messages clés:

- Les représentants ont reconnu l'intérêt soutenu que le Gouvernement prenait au portefeuille de pays et admis que la SPIU constituait un modèle intéressant en matière de gestion de projets qui pouvait être reproduit ailleurs.
- Compte tenu des difficultés rencontrées pendant la période considérée, le prochain programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) devra prévoir des mesures pour lutter contre les principales causes de la malnutrition et remédier aux faibles taux de participation des jeunes, tout en assurant un suivi adapté pour permettre une gestion axée sur les résultats. Dans le même ordre d'idées, concernant le besoin d'axer davantage le nouveau COSOP sur les jeunes et l'adaptation aux

changements climatiques, les membres se sont félicités de l'importance accrue accordée à ces questions dans les projets et programmes récents.

- Des efforts doivent être déployés pour tirer parti, dans le cadre des projets futurs, d'un plus grand éventail de partenariats, à la fois multilatéraux et bilatéraux, pour dégager plus de synergies s'agissant par exemple de faire en sorte qu'il y ait suffisamment d'infrastructures rurales ou de combattre la malnutrition de manière holistique.
- La coopération Sud-Sud et triangulaire a porté ses fruits dans le contexte rwandais, et son application doit être renforcée à la fois dans le pays et dans la région.
- La présence sur place, depuis peu, d'un directeur de pays du FIDA devrait amener à de meilleurs résultats en matière d'activités hors prêts.

7. Le Comité de l'évaluation a accueilli favorablement l'ESPP pour la République du Rwanda, la troisième évaluation de ce type menée dans le pays, couvrant la période allant de 2013 à 2022, telle qu'elle figure dans le document EC 2024/124/W.P.2. L'accord conclusif n'avait pas encore été signé. Les membres ont salué la collaboration entre le FIDA et le Rwanda, et remarqué les résultats positifs obtenus par les programmes du FIDA en conformité avec les priorités de développement du Rwanda, en particulier ses initiatives relatives à l'élevage et aux changements climatiques.
8. Les membres du Comité ont pris note de la déclaration prononcée au nom du Gouvernement par Téléphore Ndabamenye, Directeur général à l'Office rwandais de développement de l'agriculture et des ressources animales.
9. Les membres ont reconnu le besoin d'adopter des approches stratégiques et d'améliorer la coordination avec les partenaires, afin de répondre aux préoccupations soulevées dans l'évaluation, et ont mis en lumière les occasions de participer à l'élaboration des politiques et de reproduire les initiatives à plus grande échelle dans le cadre des activités hors prêts. Le Comité a par ailleurs apprécié le rôle joué dans la coopération Sud-Sud et triangulaire par le FIDA et a fait valoir qu'il conviendrait d'y avoir recours dans les projets futurs pour améliorer la SPIU et la gestion des savoirs. Les membres ont toutefois relevé avec préoccupation les limites de la composante relative à la nutrition pour lutter contre la malnutrition, et préconisé un suivi proactif et des interventions opportunes pour rectifier les faiblesses du programme à cet égard.
10. Le Comité a par ailleurs souligné les réussites remarquables du Rwanda en matière de développement rural et le poids de la coopération avec le Gouvernement, l'accent devant à son avis porter sur les initiatives transposables telles que la SPIU. Il a souligné l'importance de l'inclusion des jeunes et de l'adaptation aux changements climatiques dans les projets futurs, et de la lutte contre le manque d'infrastructures dans les zones rurales. Une approche plus ciblée des projets du FIDA pourrait par ailleurs être envisagée au Rwanda, compte tenu de la complexité et de la portée des activités entreprises. Les membres trouvaient par ailleurs intéressant de nouer des partenariats avec d'autres partenaires bilatéraux et d'approfondir la question de l'influence de l'environnement politique sur le développement du secteur privé.
11. IOE et la direction ont tous deux souligné les avantages de la présence du directeur de pays sur le territoire rwandais, qui a permis de renforcer l'engagement dans le cadre des activités hors prêts, d'encourager les partenariats et d'améliorer la supervision. Ils ont insisté sur les mesures prises récemment pour apaiser les inquiétudes relatives à la nutrition dans le portefeuille du FIDA au Rwanda, y compris sur la mise en œuvre de deux projets sensibles aux enjeux nutritionnels, qui viennent tout juste de démarrer. Ils ont par ailleurs pris note des évolutions

positives pour ce qui est des contacts avec les jeunes et souligné l'importance de combler le manque de capacités, en particulier au sein de la SPIU.

12. IOE a aussi reconnu le besoin de renforcer les mécanismes de suivi-évaluation pour pouvoir rapidement rectifier le tir dans les programmes du FIDA. En réponse à l'observation selon laquelle tous les partenaires potentiels n'avaient pas été clairement identifiés dans le rapport, IOE s'est engagé à fournir des informations plus claires sur les contributions des partenaires bilatéraux et multilatéraux dans ses futurs rapports.
13. La direction a aussi reconnu qu'il était important de relever les défis nutritionnels dans le nouveau COSOP et qu'il fallait adopter une approche multidimensionnelle, c'est-à-dire s'intéresser à la fois à l'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels et à la communication sur les pratiques à faire évoluer. La direction a fait observer que l'approche du FIDA en matière de nutrition avait évolué et mûri depuis que ce point était devenu l'une de ses thématiques transversales, en 2017-2018, remarquant la complexité inhérente de cette question, mais aussi le besoin de persévérer et de collaborer.
14. Par ailleurs, la direction, répondant aux préoccupations quant aux capacités en matière de suivi-évaluation, a souligné les efforts déployés actuellement pour les renforcer à l'échelle internationale et sur le territoire rwandais. Elle a insisté sur l'importance d'une bonne organisation de la relève pour amortir la rotation du personnel dans certains domaines spécialisés comme le suivi-évaluation et les passations de marchés.
15. Plus généralement, la direction a exprimé sa volonté d'incorporer les leçons tirées de l'évaluation dans les futurs COSOP et réitéré sa gratitude au Comité de l'évaluation pour ses précieux commentaires.

Point 4 de l'ordre du jour: Évaluation groupée de projets de finance rurale dans la région Afrique orientale et australe (EC 2024/124/W.P.3)

Message clé:

- Les membres ont souligné l'utilité des évaluations groupées, qui venaient en appont d'autres outils d'évaluation produits par IOE.

16. Le Comité de l'évaluation a accueilli avec satisfaction l'évaluation groupée de projets de finance rurale dans la région Afrique orientale et australe, qui figure dans le document EC 2024/124/W.P.3, de même que la réponse de la direction.
17. Les membres du Comité ont loué l'exhaustivité de l'évaluation menée par IOE, et souligné son utilité pour éclaircir les problématiques complexes liées à la finance rurale. Ils ont salué dans l'évaluation le questionnement systémique perspicace, qui donnait lieu à une réflexion sur l'efficacité des interventions et la répartition des bénéfices. Ils ont particulièrement apprécié la réflexion sur les imperfections du marché, l'affectation de subventions et le ciblage des groupes marginalisés comme les femmes et les jeunes.
18. Les membres ont également accueilli avec satisfaction la réponse de la direction, qui posait de bonnes questions et formulait des suggestions pratiques, portant par exemple sur l'importance de renforcer la confiance dans les systèmes bancaires ruraux. L'évaluation, qui venait à point nommé, contribuerait aux actuelles tentatives d'améliorer l'accès à la finance rurale dans les différentes régions. Le Comité a par ailleurs plaidé pour l'adoption de réponses collaboratives de la part d'organisations régionales et infrarégionales pour faire face aux défis multidimensionnels mis en avant dans l'évaluation, ce qui permettrait de tirer parti des dynamiques régionales pour intervenir plus efficacement.

19. La direction, se félicitant de l'évaluation exhaustive menée par IOE, a souligné l'intérêt qu'elle présentait pour la prise de décisions stratégiques. Elle a insisté sur l'importance des évaluations groupées de projets pour l'apprentissage à l'échelle transnationale et la coopération Sud-Sud et triangulaire. Elle a par ailleurs reconnu le caractère opportun de l'évaluation, à la lumière notamment des efforts déployés pour assurer la transition vers des projets ruraux inclusifs de nouvelle génération, en soulignant sa pertinence pour le portefeuille de la région Afrique orientale et australe. Elle a particulièrement félicité IOE d'avoir approfondi des domaines clés essentiels à la mission du FIDA, y compris la mise au point de mécanismes pour veiller à ce que les prestataires de services utilisent les avantages obtenus pour créer de la valeur ajoutée en faveur des clients, en particulier les groupes marginalisés tels que les jeunes et les femmes.
20. La direction a indiqué qu'elle prévoyait de mettre en place des mécanismes au stade de la conception des projets pour veiller à l'utilité des projets pour les clients, eu égard notamment aux taux d'intérêt, aux échéanciers de remboursement et à l'accessibilité des circuits de distribution. Elle a par ailleurs fait état des efforts menés pour évaluer les capacités des prestataires de services financiers et réitéré son engagement à améliorer les processus de collecte de données, la numérisation devant en particulier rationaliser les opérations et améliorer le suivi-évaluation. La démarche d'inclusion financière ne pouvait par ailleurs faire l'impasse sur les questions de genre, souci dont témoignaient certaines initiatives destinées à favoriser l'accès des femmes à la finance et à l'entrepreneuriat et prévoyant par exemple une assistance technique ad hoc ou des incitations financières.
21. La direction a insisté sur l'importance des stratégies de ciblage destinées à répondre aux besoins des groupes défavorisés, comme les jeunes, et qui insistent sur le rôle du renforcement des capacités, favorisent l'acquisition de compétences financières et appuient les programmes d'entrepreneuriat assurant l'autonomisation économique. La direction a souligné son engagement à tirer parti des dynamiques régionales, à améliorer les orientations destinées aux unités de gestion de projet et à envisager des approches innovantes pour relever les défis en matière de finance rurale. Elle a conclu en remerciant IOE pour sa collaboration et réaffirmé sa volonté d'intégrer les conclusions de l'évaluation dans les politiques et pratiques du FIDA afin de maximiser l'impact et l'efficacité des initiatives de développement rural.

Point 5 de l'ordre du jour: Document d'orientation sur l'évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition (EC 2024/124/W.P.4)

Messages clés:

- IOE a confirmé que les activités liées aux interventions en milieu scolaire dans le cadre des projets financés par le FIDA et des partenariats avec les autres organismes ayant leur siège à Rome figureraient dans l'éventail d'activités relatives à la nutrition couvertes par l'évaluation.
- Les membres ont insisté sur le fait que le FIDA devait utiliser des indicateurs adaptés pour mesurer les impacts sur la nutrition et des définitions et points de référence clairs pour estimer les résultats en la matière.
- Les partenariats sont essentiels pour garantir des résultats dans le domaine de la nutrition, sujet naturellement complexe intéressant à la fois divers ministères.
- La nutrition étant riche en connotations culturelles, il importait de veiller au respect des normes et traditions culturelles tout en favorisant la conservation des ressources naturelles.

22. Les membres ont salué le document d'orientation sur l'évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition, tel que présenté dans le document EC 2024/124/W.P.4. Ils ont loué l'exhaustivité de l'exercice d'évaluation, notant par ailleurs qu'elle venait à point nommé compte tenu de l'importance croissante de la nutrition dans le programme du FIDA.
23. Les débats ont porté sur le besoin d'une définition et d'une mesure de la nutrition qui fassent consensus de façon à s'entendre sur le meilleur résultat visé. L'évaluation en question examinerait un large éventail d'activités contribuant à la sécurité nutritionnelle, en particulier celles liées à la production et à la commercialisation des denrées alimentaires. En réponse à une invitation à mieux mettre en valeur dans l'évaluation la question des cantines scolaires et de leur approvisionnement local, IOE a précisé que les éléments des projets financés par le FIDA qui concernaient le milieu scolaire et plus spécifiquement les cantines faisaient partie du travail du FIDA concernant la nutrition et que l'évaluation viserait aussi les partenariats avec les autres organismes ayant leur siège à Rome. Des inquiétudes ont par ailleurs été exprimées concernant l'adéquation des indicateurs utilisés par le FIDA pour mesurer les impacts sur la nutrition, ce qui a suscité des propositions relatives à des cadres de suivi plus larges et plus complets.
24. Il a par ailleurs été question de manière approfondie des interventions en matière de nutrition dans le portefeuille du FIDA. Les membres ont souligné que la question des partenariats devait figurer en bonne place, en gardant notamment à l'esprit les avantages comparatifs du FIDA, l'objectif étant de contribuer le plus possible à l'efficacité des interventions sur la nutrition. Ils ont insisté sur l'importance de collaborer avec différents partenaires et parties prenantes pour tirer efficacement parti de l'expertise et des ressources.
25. Les membres ont émis des propositions pour améliorer la portée de l'évaluation. Ils ont insisté sur le rôle central joué par le FIDA dans la promotion de pratiques alimentaires culturellement appropriées et durables, et souligné l'importance d'aligner les interventions sur les traditions locales et les principes de protection de l'environnement afin de garantir des impacts positifs à long terme sur la santé humaine et la durabilité environnementale.
26. IOE a pris note des observations des membres du Comité et de la direction, qui seraient reportées dans le document d'orientation. Il a reconnu qu'il était vital de préciser la terminologie et les définitions, en particulier celles relatives aux projets sensibles aux enjeux nutritionnels, et souligné qu'il s'en tenait, aux fins de l'évaluation, aux définitions retenues par le FIDA. IOE a confirmé son intention d'organiser des tables rondes pour examiner les conclusions préliminaires, et invité les États membres à y participer tout en précisant que les membres ne seraient pas impliqués directement dans l'évaluation pour des raisons d'indépendance et de conflit d'intérêts.
27. IOE a par ailleurs répondu à plusieurs suggestions et inquiétudes soulevées pendant la discussion, dont la question de la nécessité d'évaluer la contribution du FIDA en matière nutritionnelle dans le cadre des projets impliquant d'autres organismes ayant leur siège à Rome et le secteur privé. IOE s'efforçait de choisir judicieusement les pays auxquels consacrer des études de cas, dont au moins deux pays présentant des cas de malnutrition sous ses deux aspects (dénutrition et surpoids) et des exemples d'interventions du FIDA en matière nutritionnelle, y compris l'examen de certaines expériences d'organismes ayant leur siège à Rome.
28. La direction a salué l'engagement d'IOE à passer en revue les pratiques et définitions de divers organismes. Elle a également insisté sur le fait qu'il était difficile d'obtenir des résultats en matière nutritionnelle, sujet où plusieurs ministères (et pas seulement celui de la santé) avaient lieu d'intervenir. Elle a enfin mis en lumière les efforts constants en matière de cultures adaptatives et de mécanismes de financement novateurs pour la nutrition, et souligné l'importance

de veiller à des interventions culturellement adaptées, particulièrement au niveau des ménages, en insistant sur la participation des femmes.

Point 6 de l'ordre du jour: Évaluation infrarégionale de l'expérience du FIDA dans le couloir sec d'Amérique centrale (EC 2024/124/W.P.5 + Add.1)

Message clé:

- Les membres ont encouragé la diffusion du rapport auprès d'organisations régionales et infrarégionales et de partenaires intéressés, et insisté sur l'avantage que pourrait représenter la formulation d'une stratégie ou de conseils à l'échelle infrarégionale pour améliorer la visibilité et l'orientation stratégique du FIDA dans la région.

29. Le Comité de l'évaluation a accueilli avec satisfaction l'évaluation infrarégionale de l'expérience du FIDA dans le couloir sec d'Amérique centrale, présentée dans le document EC 2024/124/W.P.5. L'évaluation, qui couvrait la période 2008 à 2023, portait sur quatre pays: El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua. Les membres ont également noté avec intérêt la réponse de la direction à l'évaluation, qui figure dans l'additif à ce document.
30. Les membres ont insisté sur l'importance de la collaboration régionale et des orientations stratégiques pour les projets mis en œuvre dans le couloir sec et ont souligné le besoin de nouer le dialogue avec les organisations infrarégionales pour améliorer l'efficacité des projets. Certaines questions ont été posées concernant la cohérence et l'exhaustivité de l'évaluation, et plus particulièrement sur les problèmes de mise en œuvre rencontrés au Nicaragua.
31. Le Comité s'est félicité de l'occasion qui lui a été donnée d'évaluer les activités du FIDA dans le couloir sec d'Amérique centrale et a souligné l'importance de la coopération régionale et de l'inclusion des groupes marginalisés tels que les jeunes. Il a demandé des précisions sur les avantages que pourrait comporter la création d'un bureau régional pour la coordination et le transfert de connaissances en Amérique latine, ainsi que des retours sur la proposition de rédaction d'un document stratégique visant à orienter les opérations internes et fondé sur les conclusions de l'évaluation.
32. En réponse aux observations des membres, IOE a précisé que le rapport principal procédait à des comparaisons entre pays. Concernant le retrait des donateurs du Nicaragua, IOE a reconnu la baisse des financements, tout en mettant l'accent sur les programmes régionaux qui continuent d'être mis en œuvre par les organismes des Nations Unies, soulignant ainsi la continuité des investissements dans la sous-région du couloir sec. IOE a aussi rassuré le Comité sur la disponibilité de données sur les projets, témoin les enquêtes et évaluations d'impact réalisées. Il a par ailleurs bien accueilli la proposition visant à diffuser le rapport auprès d'organisations régionales et insisté sur les avantages que pourrait comporter la rédaction d'orientations infrarégionales pour améliorer la visibilité et l'orientation stratégique du FIDA dans la région, citant des exemples tirés d'autres organisations à titre de précédents d'engagement et de mobilisation efficaces des ressources.
33. La direction s'est félicitée de l'évaluation menée et a pris acte de l'importance de renforcer les interventions et de relever les défis rencontrés dans le couloir sec. La présence dans le pays se heurtait à des contraintes de ressources; toutefois, l'ouverture prochaine d'un bureau régional devrait accroître le potentiel de mobilisation de partenaires et clients. La direction a par ailleurs mis en avant les efforts déployés au niveau des projets pour adopter une démarche territoriale et, relevant les points communs avec d'autres zones d'Amérique latine comme le nord-est du Brésil et d'autres régions semi-arides, a suggéré qu'une version

actualisée du document d'orientation pour l'Amérique latine et les Caraïbes concernant les priorités émergentes pourrait être instructive sur le plan stratégique. Enfin, la direction a souligné la pertinence du partage d'expériences avec d'autres régions confrontées à des difficultés similaires, et réaffirmé son engagement à prendre à bras-le-corps les chocs climatiques et à promouvoir le développement rural en collaboration avec ses partenaires.

Point 7 de l'ordre du jour: Présentation sur l'évaluation de l'impact de FIDA12

Message clé:

- Les représentants ont bien accueilli la présentation orale et salué l'engagement de la direction à organiser des réunions bilatérales et informelles avec les États membres pour fournir plus d'informations sur la méthodologie et sur les premières conclusions de l'évaluation de l'impact de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12).

34. Le Comité de l'évaluation a salué la présentation orale de la direction sur l'approche et l'avancée de l'évaluation de l'impact de FIDA12. La présentation a décrit le contexte et les objectifs de cette évaluation, présenté l'état actuel des indicateurs d'impact sur le développement de niveau II du Cadre de gestion des résultats de FIDA12 et leur évolution, analysé les approches mises en place pour appliquer les normes de qualité régissant le programme d'évaluation de l'impact du FIDA, et exposé les grandes étapes de la voie à suivre dans la perspective de la présentation du rapport sur l'évaluation de l'impact de FIDA12 prévue pour septembre 2025.
35. La direction a informé les membres que, suite aux [recommandations](#) émises par le Conseil d'administration en septembre 2022, une sélection aléatoire et stratifiée au niveau régional de projets à soumettre à des évaluations de l'impact dans le cadre de FIDA12 avait été effectuée, l'approche méthodologique restant inchangée. La direction a indiqué au Comité qu'un document exposant les hypothèses, défis et limites de la méthodologie utilisée jusqu'à présent était en cours de rédaction et pourrait être partagé avec les membres intéressés lorsqu'il serait disponible.
36. La direction a noté que le FIDA avait gagné en transparence et en crédibilité en respectant des normes strictes dans ses évaluations de l'impact. Pour garantir la solidité de la méthodologie, des efforts ont été déployés pour la perfectionner et rationaliser les coûts. L'accent a par ailleurs été mis sur le renforcement des partenariats pour l'assurance qualité, la validation et la création de connaissances. En réponse aux recommandations du Conseil d'administration portant sur la réalisation d'un examen par les pairs de la méthodologie de l'évaluation de l'impact et sur son renforcement avec l'aide de spécialistes extérieurs¹, la direction a informé les membres que le FIDA avait lancé un processus de validation de son programme d'évaluation de l'impact avec des spécialistes extérieurs. Le processus de validation se compose de trois volets complémentaires: i) groupe consultatif; ii) examen par les pairs; iii) réplique automatique. Le groupe consultatif était composé d'éminents universitaires, qui ont validé et renforcé l'approche. Le groupe de pairs était composé de professionnels de haut niveau issus d'organisations internationales et d'organismes des Nations Unies, ayant pour mission d'améliorer les évaluations de l'impact propres à un projet. Enfin, les répliques automatiques ont été menées par de jeunes universitaires pour garantir la clarté et la transparence de l'utilisation et de l'analyse des données. Le processus de validation renforce la méthodologie d'évaluation de l'impact du FIDA, améliore la visibilité du Fonds et sa réputation et l'aide à améliorer sa méthodologie, à la perfectionner et à

¹ Voir le procès-verbal de la [cent vingt-septième session du Conseil d'administration](#), pour référence.

la rendre plus rentable. Il renforce également les partenariats pour l'assurance qualité, la validation et la création de connaissances.

37. Les membres ont demandé à obtenir plus d'informations sur la méthodologie utilisée pour l'évaluation de l'impact de FIDA12. Il était important que l'évaluation de l'impact de FIDA12 reconnaisse sans l'ombre d'un doute les effets directement imputables à FIDA12, preuve à l'appui, et dans le cadre d'une approche causale.
38. Les membres ont demandé à la direction de tenir compte des observations présentées par IOE concernant les précédentes évaluations de l'impact, par exemple celles présentées dans le document [EB 2022/136/R.8/Add.1](#) sur FIDA11. Ils se sont également interrogés sur les avantages ou la valeur ajoutée de la méthodologie de l'évaluation de l'impact de FIDA12 par rapport aux autres types d'évaluations sur FIDA12.
39. Les membres ont demandé des précisions sur le rôle potentiel d'IOE dans le processus de validation compte tenu de son expérience, de son degré d'indépendance et de ses connaissances.
40. IOE a noté que l'évaluation de l'impact de FIDA12 s'inscrivait dans le cadre de l'autoévaluation du FIDA. IOE avait fourni des observations écrites sur les cycles précédents d'évaluation de l'impact et, dans le cadre de l'évaluation au niveau de l'institution de FIDA11 et de FIDA12, IOE s'est chargé d'évaluer l'exercice d'évaluation de l'impact dans son ensemble. Ce point cadre avec la stratégie pluriannuelle 2022-2027, qui prévoit une évaluation périodique de l'autoévaluation du FIDA.
41. La direction a assuré au Comité qu'un séminaire informel pouvait, si besoin, être organisé en amont de la prochaine session pour approfondir les premières conclusions de l'évaluation de l'impact de FIDA12. Un cours de formation prévu pour le mois de mai serait l'occasion de partager certaines des conclusions de l'évaluation de l'impact au niveau des projets dans le cadre des processus de communication et de diffusion des évaluations de l'impact de FIDA12.

Point 8 de l'ordre du jour: Questions diverses

42. La direction a présenté le système de suivi en ligne mis en place pour les besoins du Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA), désormais pleinement opérationnel et accessible au public, qui fournissait à la fois un suivi détaillé des recommandations issues des évaluations indépendantes et des statistiques agrégées sous forme de graphiques. La direction a par ailleurs présenté l'édition numérique du Rapport 2023 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE), proposée dans les langues officielles du FIDA.
43. Les membres du Comité ont salué les deux initiatives, notant avec satisfaction que la publication en ligne du RIDE dans toutes les langues officielles du FIDA favorisait le multilinguisme.

Clôture de la session

44. Il a été rappelé au Comité que le Bureau de la Secrétaire ferait circuler le projet de procès-verbal de la session, comprenant les messages clés indiqués par les membres du Comité, pour approbation. La version définitive du procès-verbal serait transmise au Conseil d'administration à titre d'information à sa cent quarante et unième session.